

- La Chine intérieure (les autres provinces) qui a enregistré traditionnellement une croissance économique moyenne ou faible, a bénéficié le moins de la réforme économique et perd du terrain en termes relatifs.

Cette augmentation des disparités régionales est cause de ressentiment, ainsi que l'inégalité entre les niveaux de revenu urbain et rural. Ces inégalités entre les régions et entre les zones urbaines et rurales pourraient bien augmenter pendant le reste de la décennie et susciter de plus en plus de mouvements de protestation et de troubles sociaux. Tant que la croissance restera omniprésente, toutefois, les dirigeants voudront peut-être s'attacher à réduire la corruption, à diminuer l'inflation et à stimuler la création d'emplois. La corruption est endémique, dans le secteur public aussi bien que privé, et les autorités communistes sont apparemment incapables d'y mettre un terme. Avec des taux d'inflation supérieurs à 20 p. 100 dans plusieurs grands centres urbains, un nombre croissant de citoyens constatent que leur revenu réel diminue. En outre, avec une population et une main-d'oeuvre qui augmentent d'à peu près 15 millions de membres par an, les dirigeants chinois continueront d'être aux abois pour créer des emplois à l'intention des nouveaux venus sur le marché du travail et des travailleurs déplacés des entreprises d'État en raison de la rationalisation du secteur public. Entre un quart et un tiers des travailleurs actuellement employés dans les entreprises d'État pourraient être considérés excédentaires un jour ou l'autre. En outre, le secteur agricole devra se départir de près de 100 millions de travailleurs d'ici à l'an 2000. Les dirigeants doivent déjà se débattre avec une main-d'oeuvre migrante de 75 à 100 millions de personnes. Bien que les troubles soient susceptibles d'augmenter, tant que les dirigeants pourront assurer la croissance et accroître le niveau de vie dans toutes les provinces (même si la répartition des avantages sociaux est inégale, au détriment de l'intérieur), le risque de troubles généralisés et solidaires dus aux problèmes économiques devrait être limité.

7. Les conséquences pour la politique économique du Canada

Le moment est venu pour le Canada d'affirmer sa politique d'«engagement global et positif» dans ses relations bilatérales avec la Chine. Cette approche témoigne simplement de l'importance stratégique de la Chine dans certains dossiers d'intérêt crucial sur les scènes asiatique et mondiale. En sa qualité de membre permanent du Conseil de Sécurité, la Chine participe à part entière à l'élaboration des politiques de l'ONU et à leur mise en oeuvre (y compris pour le maintien de la paix et les droits de la personne). Il nous faut amener la Chine à jouer un rôle constructif à propos des questions environnementales internationales. La Chine a également un important rôle à jouer dans presque toutes les questions de sécurité régionale et elle